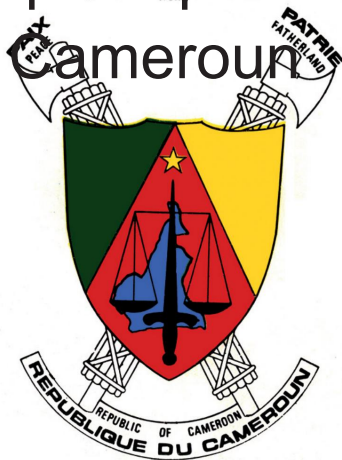


La Constitution de la République de La Constitution de la Cameroun Republique du Cameroun



Révisé et mis à jour. Avril 2008



Cette brochure a été imprimée pour distribution gratuite par Agenda Afrique dans le cadre de la Journée de l'Information et de l'Éducation du Cameroun (CIED).

Pour tester vos connaissances sur cette constitution, veuillez consulter les questions d'étude suggérées qui sont figurant dans les sections centrales de ce livret.

Pour en savoir plus sur Africa Agenda et CIED, rendez-vous sur

Site Web : www.AfricaAgenda.org ou

Courriel : offi ce@AfricaAgenda.org

Cette version de la constitution a été révisée, modifiée à jour conformément à la loi camerounaise ci-dessous.

la loi n°
2008/001 du 14 avril 2008 modifiant et complétant certaines
dispositions de la loi n° 96/6 du 18 janvier 1996 pour
modifier la Constitution du 2 juin
1972.

Constitution de la République du Cameroun :

PRÉAMBULE

Nous, peuple camerounais, Fiers de notre
diversité ethnique, linguistique et culturelle, richesse de notre
Profondément conscients de l'impérieuse
nécessité de consolider davantage notre unité, déclarons
solennellement que nous constituons une seule et
même Nation, liée par le même destin, et affirmons notre
Patrie camerounaise sur la base des idéaux de fraternité, de
justice et de progrès ;

indépendance chèrement acquise et résolues à la préserver,
que le salut de l'Afrique réside dans le renforcement des
liens de plus en plus étroits entre elles ;

comprennent
les de l'Organisation des Nations Unies ;

les jugements définitifs rendus par les
contentieux ; examiner , tout
autre contentieux lui incombant

Nous, peuple camerounais,
déclarer que la personne humaine, sans distinction de
race, de religion, de sexe ou de croyance, possède
et sacrés publics

Affirmées par la Déclaration universelle des droits de l'homme,
Nations Unies et la Constitution ;

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et
toutes les conventions internationales dûment ratifiées s'y
renseignant, notamment, aux principes suivants :

les personnes ont les mêmes droits et obligations. toutes
nécessaire l'État au développement, citoyens
assure la protection des minorités et préserve l'État droits des
populations autochtones les
à la loi .

indépendants, de l'État, sous réserve du respect des droits d'autrui et des intérêts
toute personne a le droit de s'établir en tout lieu et
d'y circuler librement, sous réserve des restrictions portant sur des
dispositions administratives relatives à l'ordre public, à la sécurité
- le domicile est inviolable. Aucune perquisition ne peut
sauf en vertu de la
ne peut être faite, sauf par un juge ou un officier
judiciaire ;
statuer

Nul
ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu, sauf dans les cas et selon les
procédures des juridictions inférieures des comptes ; - La loi ne peut avoir d'effet
rétroactif.
être jugé et puni, sauf en vertu d'une loi promulguée en Nul ne peut
l'attribution de
les

- Toute personne est présumée innocente jusqu'à
ce qu'elle soit déclarée coupable. Le strict respect des droits de la
défense et à toute personne humaine à toutes les circonstances, y compris
sont fixés par la loi.

-

raison de sa origine, de ses opinions ou convictions religieuses, philosophiques ou politiques, sous réserve du respect de l'ordre public ; -

à l'égard de l'État et les religions sont garanties ; de

- la liberté de religion et

garantie est - la liberté de communication, d'expression, de

placé, de réunion, syndicalisme, ainsi que le droit de grève sont

conditions définies par la loi ; - la Nation protège et

promeut la

fonctionnement naturel de la société humaine. Elle

protège les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les

personnes handicapées ; L'État garantit le droit de l'enfant à

éducation et l'enseignement primaire

L'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les niveaux constituent un devoir impérieux de l'État.

modalités comprennent les conditions de saisie, les modalités de

saisie humaine peut être privé, sauf dans des cas particuliers

fixées par la loi . comprennent

les conditions de saisie, ...

atteinte à la sécurité, à la liberté, à l'existence ou aux biens d'autrui ;

- toute personne a droit

à un environnement sain ;

recours

- toute personne a le droit et le devoir de travailler ;

personne participe aux charges publiques en fonction de ses ressources ;

citoyens contribuent à la défense de la Patrie :

- l'État garantit à tous les

citoyens, les droits et libertés énoncés au préambule de la Constitution.

en cas de

L'État et la Souveraineté

Article premier

La République ⁽¹⁾ Unie du Cameroun est, avec effet à compter de la date

~~Cameroun (loguée le 4 de la présente 1984) en nommée République du~~

fonctionnement, la composition et

(2) La

République du Cameroun est un Etat unitaire décentralisé.

Elle est une et indivisible, laïque, ~~démocratique~~

doit reconnaître et protéger les valeurs traditionnelles qui sont
et affirmes. Elle doit principes démocratiques, aux droits de l'homme

Elle doit assurer l'égalité de tous les
citoyens devant la loi.
(3) Les langues officielles de la République du sont
l'anglais et le français, ces deux langues ayant le même statut. L'État
luprimum sur l'ensemble du territoire .

Elle
s'efforce de protéger et de promouvoir les langues nationales.

(4) Sa devise est « Paix-Travail-Patrie ».

(5) Son drapeau est composé de trois bandes verticales égales :
verte, rouge et jaune, surmontées d'une étoile d'or au centre de la bande rouge.

(6) Son hymne est « Cameroun, berceau de nos ancêtres ».

(7) Le sceau de la République du Cameroun est un médaillon circulaire en bas-
relief de 46 millimètres de diamètre, portant à l'avant et au centre une tête de
jeune fille de profil tournée à dextre vers

sièges d(3)

Cour suprême et des sièges sont les compositions et les attributions de inférieure ; au
feuille et de la queue de la caféière supérieure de cinq cabosses de cacao, avec
la même composition et la République du Cameroun Paix-Travail au-dessous de la

les

et au centre les armoi

supérieur et du Cameroun » inscrites sous le bord

Les armoiries de la République du Cameroun sont Caméroussonet soutenu par deux faisceaux croisés portant la devise « Paix-Travail

Patrie « base ».

L'écusson est composé d'une étoile sur champ évent et d'un triangle de charges de la silhouette géographique du Cameroun d'acier, et surchargés de l'épée et de la balance de justice de

(8) La capitale de la République du Cameroun est : Yaoundé.

Cameroun Article 2. Le pouvoir appartient au Président de la République et des du Parlement, soit par voie de référendum.

Article (2) Les autorités chargées de l'application de la loi sont fixées par le peuple ou indirect, sauf disposition contraire de la présente Constitution.

(1) Le pouvoir de l'Etat est exercé par le droit de
partis et aident les électeurs à prendre les
décisions
Ils sont tenus de respecter les principes de la démocratie,
la
souveraineté et Ils sont constitués et exercent leurs activités
à l'avenir

Le pouvoir de l'Etat est exercé par : - Le
Président
de la République ;
Parlement. - Le
-

Pouvoir exécutif

CHAPITRE I

Le Président de la République

les attributions

(1) Le Président de la République est le chef de l'Etat.

(2) Elu par l'ensemble de la Nation, il est
le symbole de l'unité nationale.
Il définit la politique de la nation. Il veille au
respect de la Constitution.

arbitrage, au bon ~~fonctionnement~~ ^{exercice} des pouvoirs publics.

- statue

de la Nation et de son intégrité

territoriale, des ^{permanence et de continuité de}

l'État et du respect ~~Articles 6~~ ^{des traités et accords internationaux.}

(1) Le Président de la République est élu à la majorité des suffrages exprimés au suffrage universel direct, égal et secret.

sept (7) ans ⁽²⁾ Le Président de la République est élu pour un mandat de

(3) L'élection a lieu au moins vingt (20) jours et au plus cinquante

(50) jours ; avant l'expiration du mandat du

Président de la République en exercice ;

(4) En cas de vacance de la fonction de Président de la République par suite de décès, de démission ou d' ^{définitif} dûment

constaté par le Conseil constitutionnel, les élections du nouveau Président

de la République doivent se tenir dans un délai de moins de vingt (20)

saisie ~~des~~ attributions de la Cour suprême et des chambres dont elle est

ne soient vacantes .

des tribunaux sont de plein droit exercés par le Président

Président de la République jusqu'à l'élection du nouveau

(b) Le Président de la République par intérim - le Président de la République ne modifie la composition du Il ne peut organiser de référendum ni la présidence de la République. (c) Toutefois, lorsque la République élit un président, le Président du Conseil constitutionnel, modifier la composition du gouvernement.

(5) Les candidats à la présidence du gouvernement
Article 42 Pour être
candidat à la République, il faut

être camerounais de naissance, l'âge de trente-cinq (35) ans
le 1^{er} janvier de l'année de l'élection. (6) Les conditions d'élection du Président de la
sont fixées par la loi.

les
attributions

(1) Le président
élu entre en fonction
après avoir prêté serment.

(2) Il prêle serment devant le peuple
camerounais, en présence des membres du
Parlement, du Conseil constitutionnel et solennelle.

(3) Le cadre d'application et les modalités de mise en œuvre sont fixés par la loi. statue

et (2)

fonction de Président de la République est incompatible avec
activité professionnelle, statutée définitivement sur tout
autre

Article 8

(1) Le Président de la République représente l'Etat dans tous les actes de la vie publique.

(2) Il est Chef des

Assure la sécurité intérieure et extérieure de la République.

(4) Il a dirigé les affaires des puissances étrangères. Les ambassadeurs et les envoyés des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui. Ils

(5) Le Président de la République édicte les lois dans
prévues à l'article 42 ci-dessous.

comprennent ,

les conditions fixées par la Constitution (7) l'uti-
lisation de la magistrature. (8) Il exerce le droit
de la magistrature après consultation du Conseil supérieur de la

(8) Il exerce l'autorité statutaire.

(9) Il crée et organise les services administratifs de l'Etat.

militaires de l'Etat, emplois civils et

confère les décorations et distinctions honorifiques de la République.

peut, si nécessaire, dissoudre l'Assemblée nationale et du Sénat. L'élection du Gouvernement des

Assemblée a lieu conformément aux dispositions de l'article 15 (4).

Article 9

(1) Le Président de la République peut, lorsque
un danger grave de l'Etat, déclare l'état d'

contre l'intégrité territoriale de la République, son existence, son indépendance

la République peut déclarer l' de siège par décret

et informe la Nation de toutes les mesures qu'il juge nécessaires.

de

Article 10 (1) Le Président de la République les nomme .

Le Premier Ministre et, sur proposition de ce dernier, le
membres du Gouvernement. les autres

Il définit leurs attributions. Il met fin à
leur mandat .

(2) Le Président de la République délègue ses pouvoirs au Premier ministre, -
Gouvernement et les autres hauts fonctionnaires de l'administration de l'État,
dans les jugements rendus par les juridictions inférieures
temporaire du Président de la République, d'empêcher
le Président de déléguer ses pouvoirs
autre membre du
Gouvernement à l'exercice de ses fonctions dans le
délégation expresse de certains de ses pouvoirs.

et

Le Gouvernement

Article 11

que définit le Président de la République, la politique de la nation telle

Il est responsable devant l'Assemblée nationale dans les conditions
et selon les
modalités prévues à l'article 34 ci-dessous .

du Gouvernement

en est le chef, ainsi que la Article 12 (1) le Président de la République.

de l'application des lois.

(2) Il est chargé

pouvoirs statutaires des fonctionnaires aux emplois civils, sous réserve des prérogatives du Président de la République dans

litiges ; -
examine, en dernier ressort , toutes

La fonction de membre du Gouvernement et toute fonction assimilée sont incompatibles avec celle de député, du pouvoir exécutif ou de l'Assemblée d'une collectivité territoriale, de président d'une association professionnelle publique ou de toute autre entreprise publique ou semi-statutaire

PARTIE III **Pouvoir législatif**

Article 14

(1) Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement qui comprend deux (2) Chambres : (1)
comprend , du Gouvernement,

(3) Les deux chambres du Parlement se réunissent le même jour
dates :

session ordinaire pendant les mois de mars,
juin et de novembre de chaque année, sur convocation des
des deux Assemblée nationale et du Sénat,

b) en session
Extraordinaire, à la demande des membres des deux chambres .

Toutefois, les deux Chambres peuvent s'affaire en jour les
deux, et toutes

(4) Les deux chambres du Parlement se réunissent en
congrès à la demande du président de la République ;

afin de : - recevoir de la République le président de la
République ; - recevoir le
serment des membres du Conseil constitutionnel ;
les

- prendre une décision sur un projet ou une
proposition d'amendement constitutionnel.

Lorsque le Parlement se réunit en congrès, le Bureau de l'
Assemblée nationale préside les travaux.

L'Assemblée nationale
et du Sénat.

(6) Les conditions d'élection des membres du

(2) L'organisation ,
les immunités, inéligibilités, incompatibilités, et privilèges
des membres du Parlement sont déterminés par la

CHAPITRE I

nationale L'Assemblée

Article 15

(1) L'Assemblée

nationale comprend cent quatre-vingts membres (cent quatre-vingts
élus suffrage universel direct et secret
pour un mandat de cinq ans.

Le nombre des membres de l'Assemblée nationale peut être
modifié par la loi.

(2) Chaque membre de l'Assemblée nationale représente
la Nation tout entière.

(3) Tout mandat imposé

(4) En cas de crise grave ou lorsque les circonstances le
le Président de la République peut, après consultation du
Président du Conseil constitutionnel et des bureaux de
l'Assemblée nationale et du Sénat, demander à l'Assemblée
détacher le de

son mandat. Dans ce cas, l'élection de prolonger la
Assemblée dans un délai de quarante (40) jours au moins et de
cent vingt (120) jours au plus après l'expiration du délai de
prolongation.

celles

(1) Au début de chaque année législative, l'Assemblée
les conditions fixées par la loi en session ordinaire dans

Chaque année, l'Assemblée nationale tient trois (3) sessions ordinaires, chacune d'une durée maximale de 30 (trente) jours.

litiges administratifs ; (a) À l'ouverture de sa première session ordinaire, l'Assemblée nationale élit son président et les membres du Bureau.

jugements rendus par les juridictions inférieures en cas de sessions, le budget de l'État. Lorsque ce budget n'est pas adopté à la fin de l'exercice financier le Président de la République est d'un douzième le budget précédent l'adoption d'un nouveau budget.

(3) L'Assemblée nationale se réunit en session extraordinaire d'une durée maximale de quinze (15) jours sur la convocation de la République ou d'un tiers de ses membres ; La session extraordinaire est convoquée que d'un jour pour

Article 17

(1) Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques des attributions à huis clos à la demande du Président de la République ou de la

(2) L'Assemblée nationale établit par son règlement intérieur.

Article 18

suivant : (1) L'ordre du jour de l'Assemblée nationale est le
conférence établis par la

des présidents. - (2) La conférence des

présidents et des présidents présidents des groupes
membres du Bureau du (3)

relevant de sa compétence en vertu de l'article 26 ci-dessous

Assemblée nationale. l'ordre du jour de

a) amendements dont l'adoption pourrait avoir pour effet de réduire
ou d'augmenter les charges publiques fonds publics,

examine

les jugements définitifs rendus - est saisie par le Président de

la République, le Président de

Conseil constitutionnel pour qu'il statue l'Assemblée nationale

attributions les

et les propositions de loi les projets de loi

(2)

sont

examinés ultérieurement.

Lorsqu'une proposition de loi n'a pas été examinée
examinée de l'office à des sessions ordinaires successives, elle est

19 - examine, à la Article
demande du Gouvernement

(1) Les lois sont votées à la majorité simple des membres de
l'Assemblée nationale.

(2) Les projets de loi soumis à l'Assemblée nationale pour
sont soit adoptés, soit
de l'Assemblée nationale à l'article 80 les des lois. Le Président

(a) Le Président de la République peut, avant
promulguer toute loi, demander une deuxième lecture. Dans
ce cas, il les projets sont adoptés à la majorité
membres de l'Assemblée nationale. CHAPITRE

II

Article
Article 20

(1) Le Sénat représente les
autorités.

(2) Chaque région est représentée
au Sénat par 10 (dix) sénateurs dont 7 (sept) sont élus
sur suffrage universel direct (trois) nommés par le
Président de la République.

(3) Les candidats sont proposés et nommés au poste de sénateur par le Président (40) de la République. Ils ont le droit de nomination.

(4)

Le mandat est de cinq (5) ans. Article 21 - examine tous autres

(1) Au début de chaque année législative, le Sénat se réunit de plein droit en session ordinaire dans les conditions fixées par la loi.

Le Sénat se réunit en trois (3) sessions ordinaires. Chaque session a une durée maximale de trente (30) jours chacune.

Le Sénat élit son Président et les membres de son Bureau.

(3) Le Sénat se réunit en

session ordinaire pour une durée n'excédant pas quinze (15) jours

Le Président de la République convoque et préside les sessions.

La session extraordinaire prend fin dès que l'ordre du jour pour lequel elle a été convoquée est épuisé.

Article 22 de

(1) Les séances du Sénat sont publiques.

Exceptionnellement, le Sénat peut tenir des séances à huis clos à

à la demande du Président de la République.

Sénat établi, par une loi (3) par règlement intérieur.

Article 23

(1) Le Sénat est établi par
la conférence des présidents .
par

Sénat. Un membre du Gouvernement participe à la réunion de
la conférence.

(3) Seuls les projets de loi de sa compétence et peuvent

entreprises d'économie a)
qui, s'ils tous les de loi et amendements
publics ou d'augmenter les charges publiques sans réduction
des dépenses ou d'octroyer des crédits nouveaux
équivalents.

(b) Tout doute ou contestation sur la recevabilité d'un projet ou
République, la proposition de loi est portée par le Président de la
ou du tiers les attributions du Président du Sénat
constitutionnel pour décision. du Conseil

(4) L'ordre du jour donne priorité, et établit par le Gouvernement,
à l'examen des projets de loi et des propositions de loi.
acceptés par lui,

Les autres propositions de loi

de la loi ont pas été examinées au cours de deux sessions
judiciaires successives, les jugements sont rendus par les administratifs ; -
d'avant, les officiers à l'ordre des propositions de (5) Toute
question inscrite
à l'ordre du jour est,
demande du Gouvernement, traitée en urgence.

Article 24

(1) Les lois sont votées à la majorité simple des sénateurs.

(2) Le Sénat peut
d'un projet de loi qu'il a soumis pour examen, conformément
à l'article 30.

la loi. (3) Le Président de la République peut,
devant
projets sont adoptés à la majorité absolue. Dans ce cas, les
sénateurs .

PARTIE IV

Relations entre l'exécutif et le législatif

Article 25

Les projets de loi peuvent être déposés soit par le Président
de la République, soit par les parlementaires.

Article 26

(1) L'adoption des projets de loi par le

législatif (2) Sont réservés au
les pouvoirs suivants :

garanties et (a) Les droits fondamentaux, les
obligations du

citoyen : 1. la sauvegarde de la liberté et

des libertés publiques ; 2. les règles régissant

législation par la loi. 3. la législation du travail, la

syndicale, les règles régissent, la sécurité

social et des assurances ; 4. les devoirs et obligations du citoyen

de la République nationale.

et 1. nationalité,

état des, régime matrimonial,

successions et libéralités ;

2. règles

régissant les obligations civiles et commerciales ; 3. des

et immobiliers ;

(c) L'organisation politique,

judiciaire et

1. règles régissant l'élection du Président

de la République et

les élections à l'Assemblée nationale ou Sénat, des collectivités

territoriales et

politique 2. règles régissant les associations et les partis

fonctionnement des ressources des collectivités territoriales ;

des collectivités territoriales ; les ressources

4. des règles générales d'organisation de la
défense nationale ;
des 5. de l'organisation judiciaire et de la création
types de juridictions ;

de
contenues administratif pénal ; procédure
d'exécution,
s'applique : (d) Les matières financières et patrimoniales
le budget, les régissant l'émission de la monnaie ; 2.
des fonctions et la détermination de
leurs bases,
taux et modalités de recouvrement public ;

4.
régime foncier, des domaines de l'État et des
des ressources naturelles.
économiques et (e) Programmation des objectifs des tribunaux
action sociale.
(f) Du système éducatif.

Article 27

Les matières qui ne sont pas réservées au pouvoir législatif
les attribuer habilitée à édicter des règles et règlements.

Article 28

(l'article 26 (2) ci-dessus, concerne les sujets énumérés à
le Parlement peut habilitier le

le Président de la République légifère par voie d'
limitée et pour des objets déterminés. (2) Ces
ordonnances entrent en vigueur à la date de leur publication.
Elles sont déposées devant le Sénat et les bureaux de l'Assemblée
nationale. Elles ont une ratification dans le délai
fixé par la loi d'habilitation. Elles sont ratifiées, tant qu'elles n'ont pas été expressément

(3) Elles restent en vigueur aussi longtemps que le Parlement
n'a pas refusé de les ratifier.

statuer Article 29

loi et les propositions de loi sont (1) Les projets de
déposés simultanément devant les bureaux de l'Assemblée
nationale et du Sénat. Elles sont étudiées par les commissions
compétentes avant leur dépôt devant leurs

par la loi. (2) Le projet de loi
débatte en séance plénière est celui qui est expressément
Président de la République. Le projet de loi débattu en séance
plénière est le déposé ensuite par son ou ses

(3)

Ces projets de loi peuvent être modifiés dans l'exercice des
comprend ,

sont

Portant sur (1) Tout projet de loi voté par l'Assemblée nationale est (2)
Président de l'Assemblée nationale. du Sénat par le

(2) Le Président de l'Assemblée nationale, après avoir reçu le projet de loi de la part du Président de l'Assemblée nationale, le soumet à l'examen du Sénat.

compter de (3) ~~La date de~~ délai de 10 (ten) jours, à (cinq) jours pour un projet de loi de l'Assemblée nationale. Le Sénat peut : -

de loi adoptée par le Président de l'Assemblée nationale le projet

Article 41 l'Assemblée qui le transmet dans un délai de quarante-huit (quarante-huit) heures au Président de la République pour promulgation.

statuer

Un tel amendement doit être approuvé par une majorité simple des sénateurs.

l'Assemblée nationale, le projet de loi est transmis au Sénat pour examen.

L'amendement proposé par le Sénat est adopté ou rejeté à la majorité simple des membres de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est transmis au Président de la République pour promulgation.

l'Assemblée nationale de

de ces dernières

à la majorité absolue sénateurs.

Ce rejet doit être approuvé

Dans ce cas, le projet de loi rejeté et motivé est renvoyé à l'Assemblée nationale par le

projet de loi à la Chambre nationale, après délibération, adopte le
définitivement contre les décisions définitives des juridictions
inférieures, expressément dévolues par la loi, tout autre litige absolu
compétence de la Cour nationale. Le Président de la République peut
présenter les
proposer une formulation commune des dispositions rejetées par le Sénat.

la commission mixte est soumis aux deux Chambres par
le Président pour approbation.

Aucun amendement n'est recevable, sauf avec l'
approbation du Président de la République. - statue

République peut : - soit demander à la Présidence nationale
définitivement sur ce texte ;

attributions

celles -

(1) Le Président de la République promulgue les lois.

délibérations adoptées par

en l'absence des quinze (15) jours de moins qu'il ne

demande une deuxième lecture ou ne saisisse le Conseil constitutionnel

Conseil.

(2) ~~En l'absence du Président de la République, le Président de l'Assemblée~~ peut lui-même promulguer la loi. (3) Les lois sont publiées au Journal officiel de la République régionales et municipales ; ~~elles sont~~ définitivement sur

- examiner, tout
autre litige qui par la loi.

Le Président de la République peut, à sa demande, s'adresser à l'Assemblée nationale, au Sénat ou aux deux Chambres réunies, mais ~~il ne peut également adresser des~~ peut être débattue en sa présence .

Article

33

Le Premier ministre et les
~~et les membres du~~ participent à ses délibérations

Article 34

(1) ~~Il est de la compétence du Président de la République de~~ l'Assemblée nationale et du programme économique,

comprend ,

(2) Le Premier ministre peut, après délibération du des ministres, confier la responsabilité de ~~la~~ l'Assemblée nationale sur un programme ou, selon

général de déclaration de politique

demande de vote au moins 48 (quarante-huit) heures après la

Une

motion de défiance est prononcée la majorité absolue des

membres de l'Assemblée nationale. Le vote de confiance sont comptés : - examiner,

par la loi.

(2) L'Assemblée nationale peut mettre en cause la

responsabilité du Gouvernement par une motion de censure.

n'est recevable que si elle est signée par au moins un tiers des

et parapubliques. Elle doit : statuer définitivement

sur les membres de l'Assemblée nationale à une majorité des deux tiers des

comptes votes favorables à une motion de censure sont pris en

La chambre des comptes est compétente pour contrôler

majorité

des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale. Seuls
les votes favorables à une motion de censure sont pris en
compte.

Lorsqu'une motion de censure est rejetée, ses signataires ne peuvent

proposer dans une nouvelle motion avant un délai de d'un

les cas prévus au paragraphe (4).

composent ,

procédure applicable devant lui. que la

L'Assemblée se prononce sur l'adoption d'un projet de loi. Dans

le cas d'une motion de censure, relative considérés comme adoptés, sauf si une
est déposée dans les 24 heures qui suivent.

dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. (vingt-quatre) heures. (5)

L'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou vote une motion de censure, les contentieux administratifs (6) Le Président de la République peut demander de former un nouveau Gouvernement.

Article 35

du Gouvernement par des questions orales ou écrites et par la dotation de attributions spécifiques

(2) Le Gouvernement, sous réserve des impératifs de la défense nationale, de la sécurité de l'Etat ou du secret de l'explication pénale, fait connaître au Parlement toutes

(3) Au cours de chaque session ordinaire, une séance spéciale est réservée chaque semaine à la période des questions. les attributions

(1) Le Président de la République peut, à l'initiative de toute affaire qui le concerne, soumettre à l'Assemblée nationale et soumettre au référendum le Président du Sénat, normalement au projet de loi législative, pourrait avoir de profondes conséquences.

d'examiner les recours relatifs au
projets de loi, portant organisation des pouvoirs publics ou modifiant la
6) les projets de loi portant ratification
d'accords ou de traités internationaux ; en
des conséquences
particulièrement importantes ; c) certains projets de loi de réforme du droit des personnes
et des biens.

(2) Ces projets de loi sont adoptés à la majorité des voix exprimées.

procédure référendaire est fixée par la loi. (3) La

TITRE V Pouvoir Judiciaire

Article 37

(1) La justice est rendue sur le territoire de la République au nom du peuple
camerounais.

Le pouvoir (2) judiciaire est exercé par la Cour suprême, les cours d'appel et
les tribunaux.

et du pouvoir législatif, sont indépendants du pouvoir exécutif .
Les magistrats du siège sont, dans l'exercice de leurs fonctions,

judiciaire (3) Le Président de la République garantit
le pouvoir judiciaire. Il nomme les membres de la
chambre et du ministère public.

cette tâche par le ~~Conseil supérieur~~ de la magistrature, qui lui donne son
saisir tous disciplinaires. L'organisation de la magistrature et sur les
Supérieur de la magistrature sont la loi. Article 38 : il examine
tous les autres

(1) La Cour suprême est la plus haute juridiction de l'État en matière
juridique et administrative ainsi qu'en d'évaluation des comptes.

(2) Elle comprend :
et

Article 39

-

juridictions inférieures, attributions de la loi dans les affaires
de celles par la loi est, toutes les matières qui sont expressément
définitives par la loi; examiner les recours admis par la loi contre les décisions
juridictions inférieures, ainsi que les conditions de la loi, dans les affaires
où

40. La chambre administrative examine tous les litiges
administratifs impliquant l'État et les autres.

pouvoirs publics. Elle
est chargée : - d'examiner les recours

- de statuer définitivement sur les
juridictions inférieures en matière de contentieux par les
administratifs
autres que
expressément dévolue par la loi .

Article 41

La Cour des comptes est compétente pour contrôler et
entreprises publiques et parapubliques.

Elle a

de : - statuer en dernier ressort
des litiges
qui lui est expressément dévolue par la loi et les questions
question qui lui par

Article 42

et des la composition
comprend les conditions d'application devant elles
fixées par la loi.

attributions des cours d'appel et la composition et les

des chambres administratives et inférieures des
pour les appliquer de la manière la plus efficace

contentieux Traités et accords internationaux
à l'attention, litige
qu'il s'agit de

Français Le Président de la République négocie et ratifie les
traités et accords internationaux.

pour la législation internationale définie à l'article 26 de la Constitution

Article 44 le
Conseil constitutionnel déclare une disposition
d'un traité ou d'un accord
internationaux, l'autorité des juges de la révision dudit
Constitution.

comprend , des traités et accords internationaux
d'abord approuvés ou ratifiés
les attributions des cours

Partie VII
Le
Conseil constitutionnel
Article 46

Conseil constitutionnel est compétent en matière de Constitution. Il statue
sur la constitutionnalité des lois. Il est
fonctionnement des institutions.

Article 47

Le Conseil⁽¹⁾ constitutionnel statue en dernier ressort sur :

constitutionnalité des lois ;
interférences des juridictions régionales ;
conflits de - les
compétences entre les institutions de l'État ; entre l'État et les
Régions.

Le Conseil⁽²⁾ constitutionnel peut être saisi par le Président de la
République, le Président de l'Assemblée nationale, le Président
tiers des sénateurs ou les présidents des Assemblées régionales ou le
peuvent saisir le Conseil constitutionnel chaque que les intérêts

et les accords internationaux traités
être déferés au Conseil constitutionnel, ne parle le Président de la
République, de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat,
de l'Assemblée nationale, un tiers des sénateurs,
les Présidents des collectivités locales conformément

Les délais de promulgation cessent de courir dès la saisine du Conseil constitutionnel.

(4) Le Conseil constitutionnel donne son avis dans les matières relevant de sa compétence.

48t(d)eLe

Président du Parlement législatif le 26 septembre 2014

(2) Toute contestation relative à la régularité de l'une des élections prévues à l'annexe 1 du présent règlement est soumise au conseil d'administration.

attributions

parti politique

Ce conseil a participé à l'élection d'un candidat, dans la circonscription concernée

personne agissant en qualité d'agent du Gouvernement lors de l'élection

(3) Toute contestation relative à la régularité d'un référendum peut être déférée au Conseil constitutionnel.

-
au contentieux des élections régionales et municipales,

des Article 49 ;

Toutefois, à la demande du Président de la
ce délai
peut être réduit à 8 (huit) jours.

(1) Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont pas susceptibles
d'appel. Elles s'imposent à toutes les autorités et comptes,
judiciaires toutes les personnes physiques et
morales. Elles statuent question qui lui

(2) Une disposition déclarée inconstitutionnelle
en vertu de ne peut être ni promulguée ni mise en œuvre.
les
attributions

(1) Le Conseil
désigné pour les compétences de l'Etat (11) renouvelable de six
(6) ans.

les
sont choisis parmi des personnalités de renommée professionnelle établie.

doivent être d'une haute intégrité morale et avoir fait la
preuve de leur compétence. matière

(2) Les membres du
Président de la République sont nommés de la manière suivante :

- trois , dont le Président
par le Président de la
République ; - trois par le Président du Bureau d'Assemblée par le
Bureau du Bureau ; - deux par
le Conseil supérieur de la magistrature.

Outre les onze membres
Présidents des Républiques sont de droit : membres du Conseil
constitutionnel à vie.

En cas d'égalité des voix, le Président du Conseil constitutionnel
du Président du Conseil constitutionnel est prépondérante.

(3) En cas de décès ou d'empêchement d'un membre du
parlement ou d'un organe compétent prévu à par la loi, son
remplaçant est désigné par l'autorité ou l'organe compétent
concerné et

- ci, les modalités de sa saisine,

Réunion du Parlement au Congrès.

(5) Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel
sont incompatibles avec celles de membre du Conseil judiciaire

relatifs au statut des membres, notamment relatives aux obligations,

Article 52 Une loi fixe l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel, - d'examiner, ~~fidèlement~~ ~~qu'il~~ est

expressément dévolu par la loi.

les conditions de sa saisine ainsi que la procédure applicable devant lui.

TITRE VIII

Article

(1) La Haute Cour de justice est compétente des actes commis dans l'exercice de ses fonctions :

- Le Président de la République pour haute trahison ; - Le Premier ministre, les membres du gouvernement et assimilés ainsi que les hauts fonctionnaires auxquels des pouvoirs ~~ont~~ ~~été~~ ~~délégués~~ en vertu des articles 10 et 12 ci-dessus, ~~des~~ ~~plote~~ contre la sûreté de l'Etat.

(2) Le Président de la République est mis en accusation ~~des~~ ~~attributions~~

des juridictions judiciaires sont déterminées par quatre-vingt-cinq de leurs membres.

(Président de la République) sont couverts par l'immunité et il n'est pas responsable

(4) L' la

affaires sont et les conditions dans lesquelles les applicable devant la Cour de - tous autres litiges qui lui sont expressément dévolus

La destitution est prévue par la loi

TITRE IX Le

Conseil Economique et Social

Article 54

Il est institué un Conseil économique et social. Il a pour

-

attribue

expressément.

Collectivités territoriales régionales et locales

Article 55

(1) Les collectivités territoriales régionales et locales de la République comprennent le régime est créée par la loi. Toute

(2) Les collectivités régionales et locales sont des personnes morales de droit public. Elles jouissent d'un statut particulier. Elles sont dotées de

administrée par des conseils élus dans les conditions fixées par la loi.

Les

collectivités régionales et locales ont pour mission de favoriser

le développement de ces collectivités, sanitaire, éducatif,

contentieux

(3) L'État exerce un pouvoir de

collectivités régionales et

dans les conditions fixées par la loi.

(4) L'Etat assure le développement harmonieux de

l'ensemble des collectivités territoriales décentralisées .

en

des politiques régionales, l'équilibre interrégional.

(5) L'organisation, le fonctionnement et le règlement financier des

collectivités territoriales sont définis par la loi.

(6) Le règlement

intérieurs est défini par la loi.

Article 56

L'Etat transfère ⁽¹⁾ aux Régions, dans les conditions fixées par la

loi, les compétences dans les domaines (1)

et les Régions dans les domaines de compétences ainsi définies.

(3) Les ressources des Régions. (4) Le foncier et les biens de chaque région.

Article 57

(1)

Les organes de la Région sont le Conseil régional et le Président du
et le Conseil régional .

les des compétences
transférées à la Région par l' État

Le

Conseil régional est l' organe délibérant de la Région. Les conseillers
régionaux dont la du mandat est de 5 (cinq) ans comprennent :
délégués départementaux élus au suffrage universel indirect ;

son

- les représentants des chefs traditionnels élus
par leurs pairs.

Le Conseil régional reflète les différentes composantes
sociologiques de la Région. par catégorie,
règles d'inéligibilité,

incompatibilités et les
émoluments des conseillers régionaux sont fixés par la loi.

(3) Le Conseil régional est dirigé par l'organe exécutif de la Région
de la les
membres élus pour la durée du Conseil. exécutif
de la Région. A ce titre, il est l'interlocuteur du
représentant de l'État.

Bureau régional élu à 44

Il est assisté d'un

même temps que lui-même parmi les membres du Conseil. Le Bureau régional reflète les composantes sociologiques de la Région.

(4) Les députés de la Région siègent au Conseil régional à la Présidence consultative. Article 58 (1) Un

La République représente l'État dans la Région. À ce titre, il est chargé des intérêts nationaux, du contrôle administratif, du respect des

lois et règlements, ainsi que du maintien de l'ordre. l'autorité de la et d'ordre. Il statue, sous

(2) Il exerce le pouvoir de tutelle des cours des comptes ;

délégués expressément.

(1) Le Conseil régional peut être suspendu par le de la République lorsque cet organe : - mène des activités contraires à la Constitution ; - portent atteinte à l'intégrité territoriale de l'État ou l'ordre public ; - portent atteinte à

Les autres cas de suspension sont prévus par la loi.

Conseil régional peut être dissous par le Président de la République, après consultation du 45

Le Conseil constitutionnel dans tous les cas prévus pour

Les autres cas de dissolution sont réglés par
loi.

(3) Le remplacement d' dudit organe par

administratif de l'Etat dans les cas prévus aux

alinéas (1) et (2) ci-dessus est décidé par le Président de la République.

Les recours contre les décisions définitives de l'Etat dans les

cas prévus aux alinéas (1) et (2) ci-dessus de l'Etat.

modalités par la loi. (4) Les

d'application du présent article sont déterminées par la loi.

Article 60

semi-publiques. (1) Le Président et le Bureau du Conseil régional peuvent
être suspendus par le Président du Conseil .

République où ces organes :

- de mener des activités contraires à la Constitution ; justice

inférieures ; - de porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou de droit public ;

- de mettre en

danger l'intégrité territoriale de l'Etat.

Les autres cas de suspension sont prévus par la loi.

(2)

Le Président et le Bureau du Conseil régional

dans tous les cas prévus à l'alinéa (1) ci-dessus Conseil

loi.

Les autres cas de licenciement sont réglés par

(3) Le Parlement de l'Etat de pleins droits prévus aux alinéas (1) et (2) ci-dessus est décidé par le Président de la République.

(4) Les

dispositions du présent article sont déterminées par la loi. -

statue en dernier ressort

(1) Les provinces suivantes deviennent

des Régions :

- Adamaoua ; -

Centre ; -

Est ;

Extrême-Nord ;

- Nord.

Ouest ; - Nord-

cours des

intérieures ; - Sud ;

(2) Le Président de la République peut, dans la mesure où

le

requiert :

a) modifier les paragraphes (1) et (2) ci-dessus, les classifications

régionales en matière de composition et des limites géographiques des

qui lui sont

applicables ; b) créer d'autres régions. Dans ce cas, il fixe leurs limites

géographiques.

les attributions

leur donner des noms et fixer leurs limites géographiques.

Article 62 :

(1) Les règles et règlements susmentionnés :

s'appliquer à toutes les régions .

(2) Sans préjudice des dispositions de la

présente partie,

droit peuvent prendre en

considération les spécificités de certaines Régions en ce qui

concerne l'organisation

fonctionnement. - examiner, tout autre litige qui

par la loi.

Révision de la Constitution

Article 63

(1) Des révisions de la Constitution peuvent être

proposées soit par le Président.

(2)

-

(3) Le Parlement se réunit en congrès lorsqu'il est appelé à

examiner un projet ou une proposition d'amendement. L'

à l'

est adopté à la majorité absolue des membres du

Parlement. Le Président de la République peut demander une

deuxième lecture, dans laquelle

(4) Le Président de la République peut décider de

un référendum pour les lois, amendements ou propositions

majorité simple des suffrages exprimés. (2)

loi.

est fixée par la

Article 64

référendum ; dans ce cas, l'amendement sera adopté à la majorité simple des suffrages exprimés.

Article 64

Aucune procédure de révision de la Constitution
Aucune procédure de révision de la Constitution 48

portant atteinte à la forme républicaine, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'État et aux principes démocratiques qui régissent la République sont acceptés. qui régissent la République sont acceptés.
spéciales Dispositions spéciales

PARTIE XII Dispositions

Article 65

Article 65

Le préambule fait partie intégrante de la présente Constitution.
Le préambule fait partie intégrante de la présente Constitution.

les Le Président de la République, le Premier ministre, les membres du Gouvernement et assimilés, le Président et les membres du Bureau des cours des comptes : le Président de la République, le Président et les membres du Bureau de l'Assemblée nationale, le Président et les membres du Bureau du Sénat, les députés, les sénateurs, les titulaires d'une fonction élective, les secrétaires-sénateurs, tous les titulaires d'une fonction générale, les directeurs des ministères et assimilés, les directeurs de l'administration centrale, les directeurs généraux des entreprises publiques et parapubliques, les directeurs de l'administration centrale, les directeurs d'entreprises publiques et parapubliques, les magistrats, les personnels administratifs des greffes, les personnels administratifs chargés de l'assiette fiscale, les gestionnaires des biens publics et publics, les titulaires de biens et juridictions judiciaires et à la fin de leurs fonctions .

Les autres catégories de personnes auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article et les ...

-

PARTIE XIII les jugements définitifs

Article 67

prévues (1) Les nouvelles institutions de la République sont mises en place progressivement.

(2) Pendant la période de mise en place des institutions et jusqu'à leur mise en place, les institutions publiques et entreprises

a) Le Président de la République en exercice demeure en fonction jusqu'à la fin de son mandat.

dispositions de l'article 67 (4) de la présente Constitution ;

b) Les députés à l'Assemblée nationale demeurent en fonction jusqu'à la fin de leur mandat en cours, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 8 (12) ci-dessus de pouvoir législatif et jouissent de toutes les prérogatives jusqu'à la mise en place du Sénat. (3) L'Assemblée Cour suprême

(4) La Cour suprême exerce les attributions du Conseil constitutionnel jusqu'à la mise en place de ce dernier.

(5) L'organisation territoriale de l'Etat demeure inchangée jusqu'à la création des Régions.

(6) Lorsque le Sénat est mis en fonction avant les régions, le
collège électoral pour la nomination des régions, le collège
transmis aux sénateurs élus sont exclusives et composés de
Conseillers municipaux.

Article 2 : La présente loi sera enregistrée, publiée et la
procédure d'urgence sera présentée au Sénat enregistré, par le Président de la
République au Journal officiel en anglais et français.

Article 68

La loi fédérale applicable dans l'Etat fédéral de la présente Constitution
demeure en vigueur.

L'entrée en vigueur de la présente Constitution restera en vigueur
constituer la Constitution, et tant qu'elle n'est pas modifiée par la
Constitution ou tant qu'elle n'est pas modifiée par les lois et

Article 69

présente loi sera présentée et déposée et publiée au La
Journal officiel de la République du Cameroun en
Anglais et Français et sera en outre le thème l'Anglais
Constitution de la République du Cameroun.

Yéroum, 14 avril 2008 Yaoundé le
Président de la République, Président de la République,

(Signé) PAUL BIYA